

Publié le 17 juillet 2020

## Élection polonaise : un oui à la politique sociale conservatrice

***Andrzej Duda a été réélu le 12 juillet, avec 51 % des voix, pour un second mandat à la tête de l'État polonais. Cette élection est à la fois une victoire personnelle et un plébiscite en faveur de la politique sociale et conservatrice conduite en Pologne depuis 2015 par le parti Droit et Justice (PiS). Pour comprendre la portée et les causes de ce succès, quelques éléments de contexte sont nécessaires.***

Lors de sa première élection en 2015, Andrzej Duda était relativement peu connu. Ce député européen de 43 ans, qui parle l'anglais, le russe et l'allemand, et qui est diplômé de l'équivalent polonais de l'ENA, n'avait été jusqu'alors que sous-secrétaire d'État du ministre de la Justice, Jaroslaw Kaczynski, puis sous-secrétaire d'État à la Chancellerie présidentielle, sous la présidence de Lech Kaczynski. Député de Cracovie en 2011, il fut nommé porte-parole du parti Droit et Justice (PiS) en novembre 2013. En 2014 et contre toute attente, il fut adoubé par Jaroslaw Kaczynski, qui renonçait à se présenter à la magistrature suprême. Jaroslaw Kaczynski était le survivant du célèbre couple de jumeaux qui a fortement marqué la vie politique polonaise à partir des années 1990. Son frère Lech est en effet décédé avec son épouse le 10 avril 2010 dans un mystérieux accident d'avion à Smolensk, en Russie<sup>1</sup>.

En 2015, ses adversaires et même ses «amis» présentaient Duda comme la marionnette de Jaroslaw Kaczynski, l'homme fort du PiS, qui conduisit depuis son arrivée au pouvoir en 2015 une politique sociale et conservatrice. Alors que tous les sondages le donnaient distancé par le président sortant, Bronisław Komorowski, il arriva en tête du premier tour avec 34,8 % des voix, devant le chef de l'État sortant (33,8 %). Deux semaines plus tard, le 24 mai, avec 51,55 % de voix, il fut élu sur une ligne conservatrice et sociale : parmi ses promesses de campagne figurent le gel de l'adoption de l'euro ainsi que le retour à l'âge de la retraite à 65 ans, précédemment repoussé par les libéraux à 67 ans.

Son mandat fut une réussite. Sa cote de popularité atteignit plus de 70 %. Pour autant, sa réélection ne fut pas une formalité.

---

1 - La délégation officielle comprenait de nombreuses hautes autorités polonaises civiles, militaires et religieuses. L'avion présidentiel qui les transportait, un Tupolev 154, heurta la cime d'arbres, manqua son atterrissage et s'écrasa à quelques centaines de mètres de la piste. Aucun des 96 passagers et membres d'équipage à bord ne survécut. La Russie, soupçonnée, mit peu d'empressement à éclaircir les causes du crash. La Pologne, accusant le contrôle aérien russe et les Russes accusant le président polonais d'avoir obligé les pilotes à se poser malgré les conditions météo défavorables, refusa de restituer l'épave de l'avion et de faire la lumière sur les causes de l'accident.

## Une élection plébiscite

Face à lui, le challenger principal était Rafal Trzaskowski, le maire de Varsovie. Candidat de la Plateforme Civique, (PO), le principal parti d'opposition, il est libéral, pro-européen et ancien secrétaire d'État chargé des relations avec Bruxelles. Il est lui aussi polyglotte et représente l'élite libérale polonaise, un peu à la manière d'Emmanuel Macron. Ses électeurs se concentrent dans les grandes villes, alors qu'Andrezj Duda est le candidat de la Pologne profonde.

La campagne électorale fut perturbée par la crise sanitaire. Le premier tour, initialement prévu le 10 mai, ne se tint que le 28 juin. Une lutte à mort s'engagea par médias interposés. En effet, en Pologne, les grands médias privés, tous libéraux, sont aux mains des Allemands et des Américains. Les médias publics, contrôlés par le gouvernement, soutenaient le candidat du PiS. Au total, 80 % de la presse de gauche comme de droite était contre Duda. Les relations entre les deux camps sont si tendues qu'il fut impossible d'organiser un débat entre les deux tours, chaque camp accusant – non sans raison – les médias de l'autre de partialité.

Dans cette bataille d'image, attaqué sur sa droite et sur sa gauche par une douzaine de prétendants et en dépit de ses qualités personnelles, Duda perdit du terrain dans les sondages face à son charismatique challenger. Il vira cependant en tête au premier tour (43,50 %) devant le maire libéral de Varsovie Rafal Trzaskowsky, qui ne fit que 30,5 % des voix. Au second tour, et contrairement aux pronostiques de certains, il bénéficia finalement d'un bon report de voix, notamment des électeurs de Krysztof Bosak, le candidat d'extrême droite, qui avait obtenu 6,8 % des voix, et il gagna avec un peu plus de 51 % des voix. Le ralliement des libéraux et des électeurs de Szymon Holownia, le candidat indépendant, arrivé troisième au premier tour avec 14 %, ainsi que le soutien de la presse et des chaînes privées n'ont pas suffi au maire de Varsovie pour renverser le président sortant.

Entre deux candidats que tout oppose sur les questions de société, la politique familiale, et plus généralement sur la vocation de la Pologne, le second tour a donc tourné au plébiscite pour ou contre la révolution conservatrice. Tandis que l'un ralliait les lobbies LGBT, Andrezj Duda refusa explicitement l'adoption d'enfant par des couples homosexuels. Une position justifiée par la «protection» des enfants qui ont, dit-il, «le droit d'être élevés dans des conditions normales».

Ce succès du parti social-conservateur n'est pas sans conséquences. La Pologne pèse de plus en plus lourd en Europe. Elle a réussi sa sortie du communisme et a su tirer profit de son intégration à l'Europe, tout en refusant les contraintes de la monnaie unique. Désormais, elle se situe au vingt-cinquième rang des puissances économiques dans le monde. Surtout, elle affiche un dynamisme économique et social exceptionnel par les temps qui courent.

## Le miracle polonais

La conjoncture économique de la Pologne est incontestablement bien orientée : la croissance du PIB est l'une des plus soutenues de l'Union européenne et tend à se poursuivre un peu en dessous de 4,5 %. Son revenu par habitant est en train de rattraper le revenu moyen européen. La croissance des revenus des ménages (+ de 5 %) soutient une demande intérieure forte. Du côté des investissements, les voyants sont aussi au vert (hausse d'environ 10 %, en particulier dans

l'immobilier : + 30 %). Dans ces conditions, le taux de chômage a baissé à 3,3 % à la fin de l'an dernier, et l'inflation en légère augmentation ne dépasse pas pour le moment 2,5 %. Quant au secteur bancaire, il se porte bien. Cette conjoncture florissante lui permet à la fois d'atteindre le quasi-équilibre des finances publiques (0,2 % de déficit), de conduire une politique familiale et sociale ambitieuse, et de réduire les inégalités.

Ce bilan très positif ne peut cacher pour autant des problèmes structurels non encore réglés. Sa démographie, pourtant très fortement encouragée par une politique familiale très ambitieuse, reste préoccupante à moyen et long terme. La population de 38 millions d'habitants ne s'est maintenue depuis 1990 que grâce à l'arrivée d'un million quatre cent mille Ukrainiens depuis la crise de 2014 et la guerre du Donbass. Certes, l'indice synthétique de fécondité de 1,48 enfant par femme en 2016 semble remonter sous l'effet d'une politique familiale clairement nataliste. Mais, en dépit de ces efforts, l'âge moyen des Polonais augmente, et la Pologne devrait perdre environ 3 millions d'habitants d'ici 2050. Il en résulte à court terme une tension forte sur le marché de l'emploi, qui pousse mécaniquement les salaires à la hausse plus rapidement que les gains de productivité et à moyen terme un risque pour les systèmes de retraite.

Par ailleurs, même si son système bancaire se porte bien, l'épargne reste faible (5 %), et les investissements proviennent pour une large part de l'étranger. Comme le remarque une [note](#) de la Direction du Trésor français : «Son modèle de développement reste centré sur des industries à faible productivité, lié à la position de la Pologne comme sous-traitant des grands groupes d'Europe de l'Ouest. Des efforts plus intenses en matière de recherche et d'innovation seront indispensables pour éviter le piège des pays à revenu intermédiaire ("*middle income trap*") et pour poursuivre le processus de convergence avec le reste de l'Union, à l'heure où l'automatisation et l'intelligence artificielle pourraient permettre un rapatriement des unités industrielles dans les pays de l'Ouest donneurs d'ordre».

Globalement, l'économie polonaise, qui bénéficie encore d'un secteur agricole important (10 % de la population et 2,1 % du PIB), et dont le secteur tertiaire se développe rapidement (56,8 % du PIB et 59 % de la population active), risque plus la surchauffe que la récession. Pour faire face à ces contraintes, le gouvernement a adopté un «Plan de pour un développement responsable» de 350 milliards d'euros jusqu'en 2030. Parmi les objectifs de ce plan : développer l'innovation des entreprises et augmenter les dépenses de R&D à 2 % du PIB en 2020, favoriser l'expansion à l'étranger via l'émergence de 400 à 500 PME/PMI exportatrices sur le modèle du *Mittelstand* allemand.

## **La Pologne toujours fidèle**

Dans ces conditions, il est facile de comprendre que les Polonais soient majoritairement satisfaits de l'action du PiS, et qu'ils reconduisent à la tête de l'État son candidat. En Pologne, il n'y a pas de Gilets jaunes !

La grande majorité des Polonais soutiennent les orientations économiques et sociales de leur gouvernement, mais pas seulement. Malgré les pressions médiatiques et extérieures de l'Europe et des organisations onusiennes, ils sont aussi nombreux à l'approuver sur les questions sociétales.

Une attitude incompréhensible pour les Européens de l'Ouest, et les Français en particulier. Alors que le gouvernement français profite de la crise du Covid et de l'été pour faire passer des lois permissives inspirées par les lobbies LGBT, le gouvernement polonais fait l'inverse.

En Pologne, la législation est déjà très restrictive. L'avortement n'est autorisé que dans trois cas : viol ou inceste, danger pour la vie de la mère et malformation du fœtus. Le gouvernement a tenté d'interdire d'avorter dans le cas où le fœtus présente des malformations irréversibles, ce qui revient à l'interdire presque totalement. Le projet n'a finalement pas été débattu par le Parlement. Mais le président élu n'a pas hésité à dire durant sa campagne : «Je signerai la loi interdisant l'avortement eugénique avant tout pour supprimer le droit de tuer des enfants atteints du syndrome de Down (trisomie 21)». Une position évidemment critiquée par la commissaire du Conseil de l'Europe pour les droits de l'Homme, Dunja Mitjatovic : «Comme presque toutes les interruptions légales de grossesse pratiquées aujourd'hui en Pologne tombent dans cette catégorie (malformations congénitales), cette loi, si elle est adoptée, aboutira à interdire virtuellement l'avortement, affectant sérieusement les droits et la sécurité des femmes dans ce pays», a-t-elle déclaré sur [TV5](#).

Cette résistance peut paraître surprenante à certains. Au début des années 1990, le cardinal Franciszek Macharski, successeur de Karol Wojtyla au siège de Cracovie, craignait qu'avec l'ouverture à l'Ouest, le matérialisme mercantile et l'individualisme n'étouffent comme un vent de sable le catholicisme polonais. Cette crainte ne s'est que très partiellement réalisée. Avec 92 % de personnes se déclarant catholiques et un taux de pratique religieuse avoisinant les 40 %, la Pologne demeure après Malte (93,89 %) le pays le plus pratiquant d'Europe. Si en France les «sans religion» sont désormais les plus nombreux, et si le christianisme a cessé d'être un élément clivant et déterminant des agrégats électoraux, y compris chez les catholiques, rien de tel en Pologne. La déchristianisation et le «post-christianisme» ne semblent pas à l'ordre du jour dans la patrie du cardinal Wyszynski et de Jean Paul II.

Les Français, qui ne suivent que de très, très loin les événements politiques des pays de l'Europe de l'Est, et qui regardent avec commisération la Pologne, ce pays prétendument rétrograde, auraient peut-être intérêt à s'intéresser à un pays qui affiche un dynamisme impressionnant, à rebours de ce qui existe en France.

Thierry Boutet

Retrouvez cet article sur [srp-presse.fr](http://srp-presse.fr)